

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>54</b>	<b>21</b>

N° de la séance : 24

Objet de la délibération: Direction  
Mobilité Déplacements Transports - Projet  
d'aménagement d'un transport en  
commun en site propre pour le bus tram  
Antibes Sophia Antipolis - Prolongation  
de la Déclaration d'Utilité Publique

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.024

Date de la convocation :  
**Le 13/02/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **28 FEV. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 19 février 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAoui à Françoise THOMEL

**ABSENTS :**

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Déborah MINEI**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur OCCELLI,**

Dans le cadre du développement d'une politique active des transports en commun et dans le prolongement des documents directeurs qu'elle a adoptés, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, par délibération n°CC.2013.067 du 3 avril 2013, a déclaré d'intérêt général le projet de création de bus à haut niveau de service (BHNS), dénommé bus-tram, reliant la gare ferroviaire d'Antibes au parc d'activités de Sophia Antipolis, traversant le territoire des communes d'Antibes, Biot, Vallauris et Valbonne.

Afin que le bus-tram soit indépendant des aléas de circulation, il est prévu l'aménagement d'une voie dédiée sur la quasi-totalité du parcours. Il comprendra un tronç commun de la gare ferroviaire d'Antibes (Pôle d'Echanges d'Antibes) jusqu'au quartier des Trois Moulins puis deux branches pour relier Sophia Antipolis :

- L'une vers le Nord, en direction du quartier de Saint Philippe à Biot ;
- L'autre vers l'Ouest, en direction de la future zone d'activités des Clausonnes à Valbonne.

De plus, afin de maîtriser le foncier nécessaire à la réalisation de cette opération, le Bureau Communautaire par délibération du 14 mai 2012, a sollicité du Préfet des Alpes-Maritimes, la reconnaissance de l'utilité publique du projet et la cessibilité des parcelles nécessaires à ce projet.

Après une enquête préalable à la déclaration d'Utilité Publique ayant reçu l'avis favorable du Commissaire enquêteur, le Préfet des Alpes-Maritimes, par arrêté en date du 18 juin 2013 a déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement en vue de réaliser le transport en commun en site pour le bus-tram ainsi que la mise en compatibilité des PLU des communes d'Antibes Biot.

Au regard de l'ampleur du projet, les travaux sont réalisés par phases, notamment dans un souci de préservation des conditions de circulation sur un secteur très dense. Dans un premier temps, il a été décidé de réaliser les travaux des sections 4 à 12 comprises :

- entre le rond-point de la Croix rouge et la salle « Azur Arena » sur la commune d'Antibes,
- entre la salle omnisports et le carrefour « IUT » sur la commune de Biot d'une part,
- entre la salle omnisports et la zone des Clausonnes d'autre part.

Cela a donné lieu à une première enquête parcellaire partielle Phase 1, qui a été lancée et organisée par arrêté préfectoral du 11 décembre 2014.

Elle s'est déroulée du 19 janvier au 4 février 2015 et a donné lieu à :

- un arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, par lequel le Préfet des Alpes-Maritimes a déclaré cessibles au profit de la CASA, les emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet sur les sections 4 à 12,
- Une ordonnance du 2 juin 2016, par laquelle le Juge de l'Expropriation a déclaré expropriés les terrains désignés dans l'enquête parcellaire partielle phase 1.

Par ailleurs, la CASA a favorisé la démarche amiable, et par ce biais, maîtrise à ce jour la quasi-totalité des terrains des secteurs Nord.

Néanmoins certaines parcelles concernées par l'enquête parcellaire partielle Phase 1 indispensables à la poursuite de l'opération restent à acquérir, notamment dans la section 4 où l'interaction avec le projet Les Hauts d'Antibes porté par le Département des Alpes Maritimes, la Ville d'Antibes et ESCOTA a nécessité un report des études. Ces études pourront amener à une nouvelle définition des emprises de ces parcelles, qui pourront alors être repropoées en enquête parcellaire.

De plus, le projet doit entrer dans sa phase 2 pour planifier la réalisation des secteurs au sud de l'A8, nécessitant la tenue d'une enquête parcellaire partielle Phase 2 comprenant :

- La route de grasse entre le giratoire Croix Rouge et l'avenue de la Sarrazine,
- L'avenue de la Sarrazine,
- Le chemin de Saint Claude.

Des acquisitions de parcelles restent donc à mener par la C.A.S.A.

L'arrêté du 18 juin 2013 déclarant l'utilité publique du projet de réalisation d'un transport en commun en site propre dénommé bus-tram a fixé à 5 ans son délai de validité.

La date de validité de la DUP se trouve fixé au 18 juin 2018. Ce délai ne sera pas suffisant pour achever la maîtrise foncière sur les secteurs Nord et Sud de l'itinéraire du futur bus-tram.

Cette prorogation est possible sans nouvelle enquête dans la mesure où le projet de bus-tram n'a pas été modifié de manière substantielle en ce qui concerne sa nature, le coût de l'opération et ses modalités de financement, ainsi que l'étendue des terrains à acquérir.

L'article L 121-5, alinéa II du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique prévoit en effet qu'un acte pris dans la même forme que l'acte déclarant l'utilité publique peut, sans nouvelle enquête, proroger une fois, les effets de la Déclaration d'Utilité Publique pour une durée au plus égale.

En vertu de cet article, et compte tenu de la nécessité d'acquérir les parcelles restantes pour poursuivre le projet, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à saisir le Préfet des Alpes-Maritimes d'une demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique du 18 juin 2013.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du 14 mai 2012 par laquelle le Bureau Communautaire a approuvé le recours à la procédure d'acquisition par voie d'expropriation des terrains nécessaires à l'aménagement du bus-tram et d'autoriser Monsieur le Président à saisir le Préfet des Alpes-Maritimes sur la base d'un dossier réglementaire pour solliciter l'ouverture des enquêtes des enquêtes conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique au titre du Code de l'Expropriation, du Code de l'Environnement et du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'arrête préfectoral du 18 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de bus-tram et la mise en compatibilité des PLU d'Antibes et Biot ;

Vu l'arrête préfectoral du 28 décembre 2015 déclarant cessibles les emprises foncières et les terrains nécessaire au projet bus-tram ;

Vu l'ordonnance du 2 juin 2016 déclarant l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains désignés dans l'enquête parcellaire partielle phase 1.



Il est donc demandé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à saisir le Préfet des Alpes-Maritimes, d'une demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique prononcée par arrêté préfectoral du 18 juin 2013, du projet de transport en commun en site propre dénommé bus-tram reliant la gare ferroviaire d'Antibes au parc d'activités de Sophia Antipolis, traversant le territoire des communes d'Antibes, Biot, Vallauris et Valbonne et la mise en compatibilité des PLU des communes d'Antibes Biot, pour la même durée, soit 5 ans ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces afférentes à cette procédure ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, AUTORISE :**

- Monsieur le Président à saisir le Préfet des Alpes-Maritimes d'une demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique prononcée par arrêté préfectoral du 18 juin 2013, du projet de transport en commun en site propre dénommé bus-tram reliant la gare ferroviaire d'Antibes au parc d'activités de Sophia Antipolis, traversant le territoire des communes d'Antibes, Biot, Vallauris et Valbonne et la mise en compatibilité des PLU des communes d'Antibes Biot, pour la même durée, soit 5 ans ;
- Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces afférentes à cette procédure ;
- Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 19 février 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 19/02/2018  
Numéro : CC\_2018\_024  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Projet d'aménagement d'un transport en commun en site propre pour le bustram Antibes Sophia Antipolis - Prolongation de la Déclaration d'Utilité Publique  
Matière : 8.7 - Transports  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : I51SZDD

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 28/02/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC\_2018\_024-DE

**Acte reçu**

Date : 19/02/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_024  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 7  
Objet : Projet d'aménagement d'un transport en commun en site propre pour le bustram Antibes Sophia Antipolis - Prolongation de la Déclaration d'Utilité Publique  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180219-CC\_2018\_024-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0

N